

5

Représentations politiques et légitimité au Bangladesh

1971-1991

Monique Selim

Prisonnière de courants idéologiques opposés, de redéfinitions qui épousent plus ou moins adroitement les transformations économiques, l'entreprise est peut-être, plus que toute autre institution, un champ social amphibologique. Longtemps érigée en lieu par excellence d'émergence de fractures politiques avec les ordres multiples de la domination, elle est actuellement édifiée en espace de reconstruction d'unités collectives qui seraient harmonieusement conjuguées à un plein épanouissement des identités individuelles. Ces représentations, issues des nouvelles formes de management, s'évertuent à évacuer de l'entreprise toute empreinte du « politique », appréhendé comme un élément perturbateur de ses idéaux de « paix sociale » et d'optimisation de la rentabilité. La notion multiforme, ambiguë et simplifiée de « culture » — développée au niveau microsocial de l'entreprise ou en continuité, à l'échelle globale des nations, voire des continents, appliquée aux structures de gestion des « ressources humaines » — se présente aujourd'hui comme un recours substitutif généralisé et aisément assimilable à cette élimination du politique, visant à faire des lieux de travail des isolats « communautaires » de bien-être et de responsabilisation partagée.

L'accent est ainsi mis de plus en plus sur la « communication » interne à l'entreprise, associant efficacement une direction attentive aux aspirations de ses salariés et une « base » appelée à une « participation active » aux finalités de la production. Dans cette optique, les anciens procédés d'autorité patronale sont jugés particulièrement rétrogrades et inadaptés.

« De trop nombreux conflits sont nés de l'isolement de la base. Le directeur des ressources humaines doit aller sur le terrain s'il veut

connaître l'état d'esprit dans les bureaux ou les ateliers, l'époque du patron qui, tel Moïse, descend de sa montagne avec les Tables de la Loi est révolue... Trop de dirigeants ont encore des comportements parcimonieux ... Créer un climat d'entente n'est pas seulement une affaire de principe ..., il s'obtient aussi grâce à des investissements importants ... Mobilité professionnelle et consensus ne sont pas antinomiques. Le conseil en communication par les ressources humaines a une ardente obligation : contribuer à la paix sociale (1). »

Au sein de ce courant de pensée qui bénéficie aujourd'hui d'une aura toujours plus grande, le politique se viderait peu à peu de son sens, et sa pertinence renverrait à une sorte de moyen âge de l'entreprise, dont la bipolarisation antagonique des salariés serait, dès lors, une survivance archaïque.

En marge de ces visions par trop euphoriques — qui au-delà de leur antagonisme apparent partagent des intentions téléologiques, appliquées non seulement à l'entreprise mais à la nature de la société —, on se propose ici de porter l'attention sur la structure hiérarchique d'une entreprise en regard des engagements micro — et macropolitiques des acteurs qui la font fonctionner depuis plus de vingt ans (2).

Cette entreprise, la filiale d'une multinationale pharmaceutique américaine installée à Dhaka, a fait l'objet d'une investigation ethnologique obéissant aux principes méthodologiques « holistiques » de la discipline. C'est dire, pour être bref, que l'enquête fut centrée sur la collectivité des salariés, dont la cohérence des rapports a été analysée tant au sein de la sphère de travail que dans son articulation avec leurs insertions très diverses hors cette sphère (résidentielles, associatives, familiales, politiques et religieuses...).

Le choix d'une entreprise située dans une société très lointaine de l'Occident comme l'est le Bangladesh illustrera en particulier la vacuité d'une herméneutique « culturaliste » de l'entreprise, qui, dans une distance culturelle non interrogée de la part de l'observateur, aurait omis dans ce cas de penser les visions des acteurs quant à leur « culture » comme un produit mouvant et réinventé d'agencements micro — et macropolitiques intimement intriqués. A un autre niveau, cet éclairage sur l'efficacité du politique comme représentation mais aussi, consécutivement, comme ligne d'action, dans le cadre d'un microcosme industriel, montrera à sa façon qu'une approche « classique » en termes de catégories professionnelles ou de postes de travail — conçus comme des points de départ réalistes, voire « réalisti-

(1) Bernard Ronsin, directeur général de « Consensus » : « Contribuer à la paix sociale », *Réussir*, n° 148, 17-23 janvier 1991, p. 16.

(2) Monique Selim, *L'Aventure d'une multinationale au Bangladesh*, Paris, L'Harmattan, 1991.

ques » d'un mode de raisonnement déductif qui verrait, dans ces derniers, des hypothèses causales — serait passée, dans le cas examiné, très largement à côté des processus sociaux à l'œuvre dans l'usine : on ne saurait trop insister sur l'importance de l'analyse de ces processus, dans lesquels résident, de notre point de vue, les clefs d'explication des positions occupées par les acteurs dans l'organisation du travail. Les classements des organigrammes ne constituent, en effet, que la face émergée et feinte de microsystèmes sociaux dont la complexité révèle des contradictions jamais résolues et des tensions vouées à rester indénouables. La stabilité apparente que reflète la lecture des distributions hiérarchiques des statuts, écrites par les directions d'entreprise et offertes au chercheur comme une donnée objective et suffisante, ne saurait tromper ce dernier, sauf s'il se prête naïvement à devenir le jouet d'illusions bien ordonnées et accepte de conforter, directement ou indirectement, l'idée, très aristotélicienne, que finalement chacun est à sa juste place en vertu de compétences et/ou de qualifications indéniables.

Si l'histoire de l'entreprise étudiée débute en 1968 (date de sa construction à Dhaka), elle a des antécédents majeurs, dont sans doute le plus important fut l'apprentissage concret par certains employés, toujours présents, de l'hégémonie politique, économique et culturelle du Pakistan de l'ouest, à travers l'émigration vers Karachi et l'emploi dans une des usines de la compagnie. A l'annonce de la création d'un nouvel établissement industriel à Dhaka, le retour au Bengale de l'est est vécu par ces employés dans l'enthousiasme.

Dès sa naissance, l'usine est donc déjà enserrée dans des enjeux politiques et nationaux que la guerre de libération de 1971 mettra en pleine lumière. Cependant, quelles que soient leurs convictions intimes, les ouvriers bengalis ne rejoindront les « combattants de la liberté » qu'après avoir été collectivement licenciés au profit des « biharis », adjoints fidèles du pouvoir pakistanais. Leur entrée dans la résistance est donc en quelque sorte provoquée, et leur attitude durant cette période de troubles répond à plusieurs objectifs. Aussi ne pilleront-ils pas (comme ailleurs) l'usine qui, dans leur esprit, s'élève comme le symbole d'une prospérité infiniment désirée dans leur contrée qu'ils jugent à la fois exploitée et abandonnée par les « colons » pakistanais. Leur ferveur nationaliste sera tout entière orientée vers la préservation de ce bien rare. Liés dans la clandestinité avec un cadre bengali sous les ordres duquel ils ont travaillé à Karachi au moment de l'indépendance, ils imposeront par la force ce dernier à la tête de l'entreprise qu'ils se sont, dans la lutte armée, imaginativement et en partie matériellement, appropriée.

Ainsi, en 1971, le décor hiérarchique de l'usine est-il déjà desiné : ethnicisée sous l'effet du politique, l'autorité supérieure est simultanément assujettie aux espérances politico-sociales d'une classe de subalternes, pour lesquels l'avènement de la nation signifie aussi

une transformation radicale de leur position dans l'organisation hiérarchique du travail et une inversion des prééminences. Le syndicat que forgent, dès la guerre terminée, les leaders de la « libération » aura pour but, dans la décennie qui suit, d'asseoir les marques symboliques et pragmatiques d'une nouvelle condition des ouvriers permanents contre l'ancienne supériorité des cadres.

Leur réussite tangible dans une protection sociale, pour tous, tout à fait extraordinaire au Bangladesh va de pair avec leur formidable ascension personnelle : le petit groupe des anciens migrants de Karachi, qui s'est emparé du pouvoir syndical sur la base de sa légitimité historique, constitue le partenaire incontournable de la gestion de l'usine. Leur itinéraire mérite qu'on s'y arrête, dans la mesure où la carrière de ces hommes est entièrement placée sous l'égide du politique.

Leur première promotion sera, en remerciement de leur dévouement durant la guerre, leur nomination par le directeur de l'usine à un poste spécialement créé pour eux, qui déjà les élève au-dessus de leurs pairs. Parallèlement, ils investissent un ancien quartier pakistanais proche de l'usine dans lequel ils occupent les maisons délaissées par les anciens maîtres en fuite. Ceux dans lesquels une partie des employés verra, des années après, un « clan » qui s'est « enrichi » à leurs dépens, ou encore, comme on les dénomme, les « 7 familles », ont en très peu de temps posé le châssis du statut auquel ils aspirent, et qui peut être assimilé *grosso modo* à celui des cadres qu'ils tentent de destituer et de neutraliser dans l'usine.

S'étant métamorphosés en recruteurs par l'instauration d'un règlement intérieur privilégiant les parents des ouvriers permanents, ils règnent sur la masse des inférieurs dont ils maîtrisent en outre les promotions. On ne saurait pourtant voir dans ces hommes, aux idiosyncrasies par ailleurs très différentes, de simples calculateurs à l'ambition féroce pour lesquels le politique ne serait qu'un instrument occasionnel. Leur valeur, leur intelligence souvent aiguë des situations — parfois brillante pour certains d'entre eux — ne doit pas non plus occulter qu'ils n'ont pas nécessairement eu et en toutes circonstances les mains « propres ». Usagers de rapports sociaux d'une violence extrême, et coutumière dans les campagnes comme dans les villes au Bangladesh, ils savent affronter sans problèmes de « conscience » et avec les mêmes outils que leurs ennemis du moment, les événements les plus durs. Loin d'être irréprochables, ils connaissent le recours à des hommes de main et des gangs, pratiquent le népotisme et le clientélisme, sont soupçonnés, par l'un d'entre eux à notre connaissance, d'avoir « vendu » des promesses de recrutement... non tenues.

Sans s'appesantir sur de tels éléments, il faut bien plutôt saisir la nature et le sens de leurs engagements individuels qui se cristallisent et s'accomplissent dans des conjonctures politiques précises. Si

en 1971 ils paraissent portés par un immense mouvement social de soif de dignité politico-culturelle qui les dépasse de toutes parts, mais qu'ils canalisent avec adresse dans leur microcosme de travail, c'est en 1982, autre date clef, que l'on peut mieux évaluer les logiques plurielles de leur mobilisation.

Cette année-là, une nouvelle loi est promulguée qui restreint considérablement les bénéfices des multinationales pharmaceutiques en fixant le nombre et le prix des médicaments devant être produits. Pour combler leurs déficits, ces multinationales licencient alors massivement. Dans l'usine étudiée, les événements suivront pourtant un autre cours. Un plan de licenciement a été secrètement négocié avec le management par un des membres du « clan de Karachi » ; cette manœuvre « syndicale » n'aboutira pas, car elle sera immédiatement déjouée par les anciens compagnons de cet homme, qui, unis, retrouvent intactes leurs capacités de rupture. Ces derniers isolent « le traître » et forment un deuxième syndicat, illégal puisque la juridiction locale ne permet qu'une seule entité de négociation. Par cet acte, ils se placent hors-la-loi et risquent réellement de perdre non seulement leur propre emploi, mais surtout leurs conditions statutaires globales qu'ils se sont acharnés à construire depuis l'indépendance.

L'invocation de leur « solidarité » avec les ouvriers subalternes menacés serait sans doute une explication simple, mais qui, de notre point de vue, serait un recours facile aux mythes récurrents des vocations supposées immanentes aux classes « exploitées ». Il nous semble en revanche qu'il faut considérer le poids imaginaire et réel de la *légitimité*, qui ne saurait être échangée dans une alternative purement matérielle avec la sécurité. L'existence entière de nos leaders a pour fondement une légitimité politique, arrachée par effraction à l'ordre institué, et ils ne sont guère prêts à mettre en jeu un tel héritage en regard duquel un salaire et quelques privilèges acquis pèsent bien peu. Les événements ultérieurs confirmeront la décision de ces hommes ; ils ont en effet pensé avec pertinence le type de communication hiérarchique dans lequel ils évoluaient à l'usine et la « légitimité » qui l'anime : pour mettre fin à une crise de plus en plus insoluble, le directeur général nommera cadres l'ensemble des leaders du « deuxième syndicat », comme le « traître » du syndicat « officiel », les extrayant de cette façon de la plage du pouvoir syndical puisque le syndicat est par définition réservé à la catégorie des ouvriers. Conjointement, 38 recrutements de permanents seront effectués parmi les journaliers. Cette décision du directeur n'est elle-même compréhensible qu'en référence à l'espace de « légitimité politique » dans lequel, depuis la guerre de libération, il se situe comme partenaire enchaîné à ses inférieurs qui l'ont propulsé au sommet de la hiérarchie, en raison du capital de légitimité totalisante qu'il concentrait sur sa personne.

Si l'on tente d'imaginer une autre version de cette microhistoire

— par exemple le licenciement des anciens leaders de 1971, accompagné de celui d'ouvriers en nombre plus ou moins important, solution qui aurait tout à fait satisfait le siège new-yorkais de la firme — on bute rapidement sur les incertitudes qu'auraient entraîné dans le fonctionnement de l'entreprise de telles révocations, déchirant les légitimités insignes, fabriquées dans la période politique fondatrice du Bangladesh. Il aurait fallu alors instaurer dans l'usine une coercition implacable mais inévitablement précaire, marquée par des cycles de grèves dangereuses et plus ou moins maîtrisables, comme en connaissent quasiment toutes les multinationales au Bangladesh et qui, depuis vingt ans, sont exemplairement absentes dans l'usine évoquée. De cette façon, on perçoit ainsi la cohérence « politique », dont l'exercice microsociale renvoie à l'échelle de la nation, des comportements conjoints du directeur et des instigateurs du « deuxième syndicat ».

En corollaire, tournons-nous un instant vers le « traître » du syndicat « officiel » de 1982. Sa tentative de collaboration, vouée à l'échec, n'est en 1989 toujours pas oubliée : victime d'un ostracisme partagé dans l'usine comme dans le quartier où il est le voisin des « dissidents » du « deuxième syndicat », il a renforcé son alliance politique avec un potentat local réputé pour ses exactions répétées sur les habitants les plus démunis de cette aire résidentielle. L'enquête fut étrangement, par instants, la démonstration concrète de cette coupure irrévocable entre un petit groupe « légitime » et la figure de son renégat : à plusieurs reprises, c'est à pleine et haute voix qu'un des plus vieux et des plus respectés leaders fit des récits fourmillant de détails des manipulations sinueuses et des allées et venues « politiques » de cet homme, qui cherchait alors des appuis (entre la ligue Awami et le BNP, entre les syndicats afférents à ces partis) pour se maintenir dans l'usine. Tandis que l'écho de ces narrations résonnait fortement dans la grande salle de production, audibles par tous, ce dernier errait, gêné, comme s'il ne pouvait à la fois ni s'éloigner ni se rapprocher. Saisissant les longues discussions que nous avons eues avec lui comme une esquisse de réhabilitation publique, il se fit d'autre part un plaisir de nous introduire dans la famille du potentat auquel il est lié, rehaussant ainsi son image face à un étranger.

Cadres depuis 1982, tous ces anciens leaders syndicaux jouissent aujourd'hui d'un statut honorable particulièrement manifeste dans leur quartier, où ils se sont remarquablement intégrés à la classe moyenne des résidents, multipliant les activités de caractère collectif qui sont le propre des notables : ils participent aux « associations de développement », aux comités d'école et de mosquée, offrent ostensiblement des dons aux uns et aux autres. Voilant pudiquement les aléas micropolitiques qui depuis 1971 sont, dans l'usine, à l'origine de leur ascension sociale, ils s'efforcent de se montrer en tous points conformes au statut qu'ils se sont octroyés. En revanche, dans l'entreprise elle-même, la lutte âpre entre factions multiples régit une vie

syndicale tumultueuse, les élections annuelles au Bureau du syndicat en constituant rituellement l'acmé. L'importance étonnante que revêt ce foisonnement factionnel aujourd'hui pourrait laisser penser qu'entre ce que les acteurs désignent comme les « micropolitiques » internes et les macropolitiques nationales, le lien est des plus ténus, voire inexistant. Une telle opinion est à la fois vraie et fausse, en raison de son extériorité inadaptée à la conjoncture locale. C'est ce qu'on tentera maintenant d'illustrer en changeant d'échelle d'analyse et en se tournant vers l'espace politique dans lequel se définit la population du Bangladesh à laquelle appartient le petit groupe de salariés étudiés.

Auparavant, précisons que ne saurait être retenue une hypothèse avancée par certains spécialistes des sciences sociales (anglo-saxons) considérant le « factionnalisme » comme une donnée pour ainsi dire inhérente à la société bangladeshie. Cette conception substantialiste évite habilement toute interrogation sur les modes singuliers et divers de production et de reproduction des factions, en relation avec les champs sociaux particuliers dans lesquels ils prennent source. On ne saurait donc voir en particulier dans le factionnalisme interne à l'univers ouvrier de l'usine une réplique pure et indépassable d'un macrofactionnalisme qui serait une caractéristique quasi organique du corps social au Bangladesh. Sans rentrer dans les détails, ajoutons que celui-ci tire dans ce cas ses origines de la conjonction explosive entre deux lignées hiérarchiques partiellement autonomes que sont la parenté et l'organisation du travail.

A l'usine, comme ailleurs, jusqu'à une période récente, les grands partis politiques institués (la ligue Awami, dirigée par la fille de Sheikh Mujibur Rhaman *banga bandhu* (l'ami du Bengale), le père de la Nation ; le BNP, animé par la femme de Zia Rhaman, second président assassiné du Bangladesh ; le Jatyo parti, créé par H.-M. Ershad, le troisième chef de gouvernement qui a « démissionné » en décembre 1990 ; ou encore le Jamaat-i-Islami, prônant sans réel succès un régime islamique) étaient majoritairement évalués à l'aune d'un exercice politique national particulièrement perverti par les cupidités personnelles, les appétits d'argent et de puissance, les rivalités inter-individuelles. Bien que nos leaders, en tant qu'anciens *mukti bahini*, aient tous été plus ou moins de fervents adeptes de la ligue Awami, dans la période qui a suivi immédiatement la guerre de 1971, comme beaucoup, ils se révélaient en 1989 fort désabusés face au paysage politique national. L'ancrage de l'usine dans un ancien fief de la ligue Awami leur offrait journallement le visage d'idéaux glorieux extrêmement maltraités par les petits politiciens plus ou moins corrompus qui prétendaient encore, et de façon fluctuante, s'en réclamer.

Ainsi les « micropolitiques » de l'usine ne recoupaient aucunement une cartographie macropolitique ; bien plutôt, on s'efforçait de tenir les appartenances politiques extérieures à l'écart du jeu factionnel

interne. Certains jeunes ou d'autres plus âgés (rares) étaient connus pour leurs activités dans tel ou tel parti ; ceux-ci ne cachaient pas les opportunités offertes par ces adhésions circonstancielles, et plus ou moins mouvantes, pour ne pas dire l'opportunisme intrinsèque d'un « militantisme » sans conviction « politique » au sens propre du terme. Le syndicat lui-même avait, il y a peu, rallié la fédération Jatyo (pro-Ershad) de sa branche pour tenter, par son rapprochement avec un membre de l'ancien gouvernement, d'obtenir des avantages substantiels pour les salariés des grandes firmes pharmaceutiques.

C'est de cette manière empirique et sans illusion aucune qu'on faisait usage du politique tout en maintenant un degré de réflexion aiguë et générale sur la nature de la « société politique », le *samaj*. La haine du gouvernement d'H.-M. Ershad était quasi unanimement partagée ; le sentiment prédominait d'un immense échec de la « Nation », dont chacun était d'une certaine façon responsable, après une guerre de libération si enthousiaste et si meurtrière, suivie d'une famine dramatique. Un ancien leader syndical nous disait ainsi un jour :

« Nous avons chassé les Pakistanais, et maintenant le pays va encore plus mal qu'avant 1971, nous souffrons mais nous sommes devenus esclaves de nous-mêmes et nous ne pouvons nous en prendre qu'à nous-mêmes. »

La honte d'un État jugé « mendiant » en référence à la survie du Bangladesh grâce à l'aide internationale, constituait une des plus grandes blessures, que chacun ressentait avec plus ou moins d'intensité en se souvenant de la charge émotionnelle globale que revêtait, dans les années 1970-1972, le mot « indépendance ». L'appauvrissement croissant d'une fraction de la population culpabilisait le plus grand nombre, comme le signe d'une incapacité et d'une faillite économique généralisée. Depuis plusieurs années, les *hartal* (grèves générales) d'un, deux ou trois jours se succédaient régulièrement ; le pays était alors complètement paralysé, entreprises et commerces fermant, toute circulation étant interdite, sous peine de représailles mortelles. Ces grèves pénalisaient terriblement les travailleurs journaliers, tels les conducteurs de tricycles qui ne pouvaient qu'attendre la reprise des activités, sans aucun revenu ; dans les familles aisées, on avait l'habitude de faire des réserves de nourriture et de se terrer chez soi. Une série de grèves de ce type, accompagnées de manifestations violentes pendant un mois, a abouti à la proclamation de l'État d'urgence le 29 novembre 1990, puis à la démission forcée, le 4 décembre, du général H.-M. Ershad. Le pouvoir apparemment désavoué par une armée qui retrouve ainsi un relatif prestige a été confié de manière transitoire, avant les élections de février 1991, à un magistrat, Shahubuddin Ahmed, qui s'avouait peu intéressé par une carrière politique et jouissait ainsi d'une confiance partagée.

Le débat politique, dans la courte période préélectorale, mérite qu'on s'y arrête dans la mesure où il renoue radicalement avec les thèmes de l'émergence de la nation en 1971. Tout se passe comme si, durant ces quelques mois, dans l'imaginaire politique, les vingt années écoulées étaient placées sous le signe d'une contingence réactivant les cadres nécessaires et intacts de l'interprétation du politique. L'essence politique semble ainsi, au Bangladesh, contenue entre les deux pôles extrêmes que sont, d'un côté, la « libération », de l'autre, la « collaboration », cristallisant une « légitimité » dont le modèle reste résolument enfermé dans la « Victoire » de 1971 contre l'État pakistanais. A travers la lecture des journaux et des magazines des mois de décembre 1990 et janvier 1991, on perçoit que la chute d'H.-M. Ershad est appréhendée localement comme l'ouverture d'une nouvelle époque « révolutionnaire », qualifiée selon les mêmes termes que ceux qui prévalurent en 1971 et, dans une symétrie frappante, de « libération ». Pour appuyer cet effort d'identification politique, les articles sur les héros de l'indépendance (Sheikh Mujib mais d'autres aussi, décédés ou exilés ou encore revenus dans le pays) sont multipliés. Parallèlement, la stigmatisation de l'ex-président Ershad, comme « collaborateur » (*rasaka*) du gouvernement pakistanais, est entérinée, donnant lieu à de longues explications sur sa trajectoire à partir de 1970 : il aurait pu, comme tant d'autres, quitter l'armée pakistanaise et rejoindre les « combattants de la liberté », mais il resta fidèle aux militaires « ennemis de la Nation », bien qu'il ne fût qu'à quelques kilomètres de la frontière indienne. S'il était jusqu'à présent coutumier pour toutes les couches de la population de voir dans le gouvernement d'Ershad une coterie de « collaborateurs », ce jugement, dans cette période restreinte, est étayé et confirmé par les médias bangladais. Il permet en particulier de refermer une boucle ontologico-politique sur la parenthèse des huit dernières années de son régime : ceux qui ont « collaboré » au gouvernement déchu sont ainsi aisément assimilés au personnage du « collaborateur », tel qu'il s'est dessiné en 1970-1971.

Deux types de protagonistes restent donc seuls sur la scène politique de 1991 : les partisans de la « libération nationale », dont les espérances « socialisantes » empruntent le même langage que celui des nationalistes au lendemain de l'indépendance, et avec lesquels ils tentent d'établir une proximité maximale comme mode de légitimation (par exemple soutien aux syndicats demandant des conditions « humaines » de travail dans le textile, en application des lois du travail, ou encore révolte des prisonniers traités de manière inique). Les « collaborateurs » dont un peu partout dans le secteur public comme privé, dans les universités comme dans les entreprises, on s'efforce de dresser des listes nominatives, ou encore que l'on tente d'empêcher de se rendre sur leur poste de travail, que l'on moleste publiquement, ou que l'on menace de mort, dont on pille les maisons, comme cel-

les des Pakistanais en 1971. Évidemment, des listes multiples et différentes de « collaborateurs » circulent, inspirées encore une fois, comme en 1972, par les convoitises personnelles. Soulignons que d'anciens « combattants de la liberté » de 1971 se sont retrouvés sur de telles listes, lorsque leur « collaboration » avec le gouvernement d'Ershad a été évidente. Ainsi le Dr Zafrullah Chowdury de Savar (3), nationaliste convaincu qui s'engagea dès 1971 dans la construction de l'indépendance, a été très durement sanctionné pour sa participation majeure à la politique pharmaceutique (*Drug policy*) mise en œuvre durant la présidence d'H.-M. Ershad, bien que cette politique fût reconnue très généralement comme exemplaire d'une perspective de développement et d'affranchissement des pays du tiers-monde.

Mais la poursuite des « collaborateurs » paraît avoir pris une telle ampleur que l'hebdomadaire *Friday* du 3 janvier est amené à faire une mise au point, sous le titre : « Tous les bureaucrates ne furent pas des collaborateurs d'Ershad » ; le journaliste Sadat Mowla y dénonce les dangers, accrus par la présence en nombre d'armes, d'une « chasse aux sorcières » mimétique de la période de « post-libération » de 1972. Dans ce contexte très spécifique, la population semble revivre avec la même fougue la « libération » du pays contre l'oppression des « collaborateurs », dont les deux faces ne font plus qu'une et par la médiation desquels s'effectue la continuité imaginaire entre les deux moments d'histoire, pourtant si différents, que sont 1971 et 1991, et qui tendent à être confondus.

On ne saurait donc être surpris que l'un des enjeux politiques majeurs entre la ligue Awami et le BNP (les deux partis d'opposition légitimes qui peuvent revendiquer l'héritage nationaliste) soit le retour ou le refus du retour à la Constitution de 1972. Corollairement, ces deux partis (qui incorporent des alliances de partis) se sont accordés avec le petit groupe des partis « d'extrême gauche » (auquel appartient le parti communiste bangladaïsi) — qui jouèrent un rôle majeur dans le succès du mouvement « populaire » contre H.-M. Ershad — pour s'efforcer d'exclure, sans y être parvenus, de l'espace politique les politiciens du parti Jatyo, c'est-à-dire les « collaborateurs » suspectés pour se protéger et se racheter de tentatives d'« entrisme » dans les partis « respectables ».

On saisit désormais la cohérence de la légitimité dans l'histoire politique du Bangladesh, dont l'avènement politique forge irrémédiablement, jusqu'à présent, le creuset univoque. Le parti Jamaat-i-Islami semble encore actuellement relativement à l'écart de cette légitimité historique. A cet égard, plusieurs raisons peuvent être invoquées, sans néanmoins que ne puisse être envisagée toute autre évolution ultérieure : la guerre de libération de 1971, en opposant deux

(3) Bernard Hours, Monique Selim, *Une entreprise de développement au Bangladesh, le centre de Savar*, Paris, L'Harmattan, 1981.

peuples musulmans, supposait et impliquait une extraction de la religion de la lutte politique ; elle déboucha par conséquent sur un État et une constitution laïques. Certains tenants de Muslim League refusèrent alors timidement, au nom de la préservation d'un Islam orthodoxe dont les Pakistanais auraient été les garants, la séparation politique entre le Bangladesh — à l'Islam supposé impur et syncrétique — et le Pakistan. Plus récemment, en 1988, le décret de l'Islam comme religion d'État fut très majoritairement perçu comme une manœuvre politicienne d'H.-M. Ershad pour s'allier le Jamaat-i-Islami. Cette manipulation politico-religieuse heurta profondément tant les sentiments religieux que les représentations du politique des citoyens bangladeshis, pour lesquels la scission religion/politique constituait une conquête de 1971 contre un État pakistanais qui, à l'opposé, avait très fortement mobilisé une restauration de l'Islam à des fins de domination.

Retournons un instant sur le terrain microsocial des salariés de la multinationale. On comprend dès lors mieux le parcours et les choix « politiques » de nos leaders syndicaux, en 1971 puis en 1982 : ceux-ci se situent bien au cœur d'une histoire politique nationale dont ils ont, à leur niveau, à la fois construit et épousé les directions fondamentales. Obsédés par une intuition multiforme de la légitimité, leur évitant de l'hypothéquer ou d'en faire l'objet de doutes ou de marchandage, leur conscience est restée habitée par le spectre politique de la collaboration, depuis leur engagement nationaliste de 1971. En contrepartie, leurs collègues, cadres éduqués qui durant la guerre de 1971 furent astreints à se rendre à l'usine, éventuellement sous escorte pakistanaise, tandis qu'eux-mêmes étaient licenciés et rejoignaient la lutte armée, n'ont pas réussi à se laver des soupçons de la « collaboration », qui, 20 années auparavant, ont pesé sur eux ; leur très inconfortable position au sein de l'entreprise, en 1989, révèle le poids structurant de cette conjoncture politique en forme de huis-clos, dans lequel seraient indéfectiblement nouées « libération » et « collaboration ». Privés de légitimité politique face à un groupe de subalternes détenteurs triomphants de l'émancipation symbolique, les cadres ne purent obtenir leur réhabilitation dans l'entreprise. Aussi peut-on imaginer sans trop de risque de se tromper qu'au début de l'année 1991, nos leaders syndicaux et la masse des salariés inférieurs qui les suivent et/ou les contestent, exultent dans l'enceinte de l'usine devant leur Monument aux Morts de 1971, comme si l'Histoire repartait à zéro, pour nourrir enfin une autonomie politique, économique et culturelle dans leur esprit si longtemps différée.

Probablement — comme tous ceux qui à l'annonce de la démission d'H.-M. Ershad ont envahi les rues de Dhaka pour manifester leur joie d'une liberté retrouvée, sans avoir jamais été substantiellement acquise, et se sont rués à l'aéroport pour empêcher le « collaborateur » de fuir, et retenir tangiblement le corps du délit — ils

ont cru que le Bangladesh gagnerait peut-être l'indépendance politique rêvée en 1971. Mais à l'aube du 20^e anniversaire de la défaite pakistanaise, les colons honnis ont bien disparu, et leur place centrale, laissée vide, a été occupée par les « collaborateurs » : sur une courte période, ceux-ci se sont exhibés comme des substituts endogènes et des fantômes, d'autant plus redoutables pour une « démocratie » tant invoquée qu'ils sont devenus les seuls adversaires, au milieu de ce théâtre politique représenté tragiquement dans une indistinction équivoque, dont les possibilités de dérapage sont d'autant moins absentes que l'armée semble s'être parée, par son rôle positif dans les événements de décembre, d'une nouvelle virginité.

Revenons, pour conclure, sur les résultats des élections du 27 février 1991. Contre toute attente qui verrait dans le thème de la libération nationale un opérateur simple et univoque, la victoire du BNP (140 sièges) sur la Ligue Awami (84 sièges) témoigne à sa façon de la prégnance mythique de la « collaboration », paradigme susceptible de se plier à tous les transferts imaginaires selon les périodes ; la Ligue Awami avait en effet précédemment accepté de « collaborer » aux élections organisées par l'ancien président Ershad, tandis que le BNP, pour sa part, l'avait refusé. Cette collaboration passagère mais ineffaçable, positionnant récemment, et ponctuellement, la Ligue Awami dans le sillage des « collaborateurs » du gouvernement Ershad, serait dans cette optique un facteur explicatif de sa minorisation présente. Ajoutons que le très faible score obtenu par le Jamaat-i-Islami (18 sièges) signale aussi que la disjonction religion/politique, issue de l'indépendance de 1971, garde toute son importance dans l'esprit des citoyens du Bangladesh — et cela à l'encontre des mouvements politiques qui s'emparent de l'Islam, un peu partout dans le monde musulman des anciennes colonies de l'Occident. Néanmoins, l'alliance incontournable, réalisée après les élections, par le BNP avec le Jamaat-i-Islami pour faire nommer la begum Zia le 19 mars premier ministre, laisse la porte ouverte à de nombreuses incertitudes quant au rôle futur de l'Islam dans la vie politique et, plus globalement, dans la reconstruction de la société sur de nouveaux ancrages.